

Zeitschrift: Schweizer Soldat : Monatszeitschrift für Armee und Kader mit FHD-Zeitung

Herausgeber: Verlagsgenossenschaft Schweizer Soldat

Band: 10 (1934-1935)

Heft: 16

Rubrik: Nachrichten aus dem Schweiz. Unteroffiziersverband = Nouvelles de l'Association suisse des Sous-officiers

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 03.05.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Zentralsekretariat: Sihlstraße 43, Zürich. Telephon 57.030
Briefadresse: Postfach Zürich-Bahnhof Paketadresse: Sihlstraße 43, Zürich 1

A nos Groupements et Sections

Chers Camarades,

Nous avons l'honneur de vous convoquer à la

72^{me} Assemblée des délégués

fixée aux 18 et 19 mai 1935, à Sarnen (Unterwald).

Ouverture: le 18 mai à 1530.

Local: Halle de gymnastique communale.

Ordre du jour:

1. Procès-verbal de l'Assemblée des délégués des 26 et 27 mai 1934 à Rapperswil.
2. Admissions et démissions de Groupements et Sections.
3. Rapport de gestion du Comité central pour 1934.
4. Comptes annuels 1934, rapport des vérificateurs.
5. Propositions des Groupements et Sections.
6. Propositions du Comité central.
7. Fixation de la cotisation pour 1936.
8. Fixation des subventions à allouer aux Sections pour les concours en 1936.
9. Budget 1936.
10. Programme de travail 1935/36.
11. Election d'un membre au Comité central.
12. Election d'une Section pour la vérification des comptes.
13. Communications du Comité central et discussion.
 - a) Distribution de prix en nature aux J.S.S.O.
 - b) Modification du règlement sur la Remise des distinctions.
14. Divers et discussion générale.

Remarques sur l'ordre du jour:

Article 5. Propositions des Groupements et Sections.

La section de Neuchâtel nous a fait parvenir la proposition suivante, concernant les distinctions à accorder à nos « Vétérans »:

1. L'A.S.S.O. crée, à l'intention des membres vétérans (Art. 10 des statuts centraux) un insigne distinctif spécial, lequel sera fourni aux sections au prix de revient, sur la base d'un état nominatif spécial, établi au 1^{er} janvier de chaque année et joint au rapport annuel.

Le choix de cet insigne est de la compétence du Comité central.

2. A titre d'essai, les vétérans porteur de l'insigne distinctif spécial, seront admis à participer en civil à des concours déterminés, organisés lors des Journées suisses de sous-officiers de 1937, à Lucerne. Les sections seront rendues responsables du port illicite de l'insigne.

Le Comité central fixera les modalités de cette participation.

An unsere Unterverbände und Sektionen

Liebe Kameraden!

Wir haben die Ehre, Sie einzuladen zur

72. Delegiertenversammlung

auf 18./19. Mai 1935 nach Sarnen (Obwalden).

Beginn: 18. Mai, 1530. Lokal: Gemeinde-Turnhalle.

Traktandenliste.

1. Protokoll der Delegiertenversammlung vom 26./27. Mai 1934 in Rapperswil.
2. Aufnahme und Entlassung von Unterverbänden und Sektionen.
3. Geschäftsbericht des Zentralvorstandes für 1934.
4. Jahresrechnung 1934, Bericht der Revisoren.
5. Anträge der Unterverbände und Sektionen.
6. Anträge des Zentralvorstandes.
7. Festsetzung des Jahresbeitrages für 1936.
8. Festsetzung der Beiträge an die Sektionen für die Wettkämpfe 1936.
9. Voranschlag 1936.
10. Arbeitsprogramm 1935/36.
11. Wahl eines Mitgliedes des Zentralvorstandes.
12. Wahl einer Revisionssektion.
13. Mitteilungen des Zentralvorstandes und Diskussion
 - a) Abgabe von Naturalgaben an den SUT,
 - b) Abänderung des Reglementes über die Abgabe von Auszeichnungen.
14. Verschiedenes und allgemeine Umfrage.

Bemerkungen zur Traktandenliste:

5. Anträge der Unterverbände und Sektionen.

Die Sektion Neuenburg hat folgenden, die Auszeichnung unserer « Veteranen » betreffenden Antrag eingereicht:

1. Der SUOV schafft zugunsten der Veteranen (Art. 10 der Zentralstatuten) ein besonderes Abzeichen, das den Sektionen zum Selbstkostenpreis auf Grund eines besonderen Nominativetats abgegeben wird, der alljährlich auf 1. Januar mit dem Jahresbericht einzuliefern ist.

Die Auswahl dieses Abzeichens geschieht durch den Zentralvorstand.

2. Versuchsweise sollen die diese besondern Abzeichen tragenden Veteranen in Zivilkleidung zu bestimmten Wettkämpfen der Schweiz. Unteroffizierstage 1937 in Luzern zugelassen werden. Für unerlaubtes Tragen dieses Abzeichens sind die Sektionen verantwortlich.

Der Zentralvorstand legt die nähern Bestimmungen für diese Beteiligung fest.

Begründung: Die großen schweizerischen Verbände (Schützen, Turner, Sänger usw.) erachten die weitgehendste Begünsti-

Motifs: Les grandes associations suisses (tir, gymnastique, chant, etc.) jugent utile de favoriser, dans la mesure du possible, les vétérans qui ont contribué, par leur longue activité, à la bonne marche et à la prospérité des associations.

L'hommage que nous rendons, à l'occasion des J.S.S.O., à nos aînés a, selon notre avis, un sens trop restrictif et aussi un caractère trop momentané.

Il convient d'accorder à nos vieux camarades certains allègements dont ils ne profiteront, nous voulons l'espérer, qu'à toute extrémité, ainsi qu'une distinction spéciale signalant leur esprit et leur fidélité, d'une façon durable et à toute occasion, à l'attention de la jeune génération.

Le Comité central appuie la proposition de la Section de Neuchâtel. La circulaire N° 4 de novembre 1934, par laquelle l'avis des Sections était demandé sur ce sujet, n'a provoqué que 14 réponses sur plus de 100 sections. Nous estimons, de ce fait, que la question de la création d'une classe distincte pour nos vétérans est prématurée et qu'il est préférable d'attendre les résultats de l'essai tenté aux prochaines J.S.S.O. Le Comité technique partage cet avis. L'article 10 des Statuts centraux, dont fait mention la Section de Neuchâtel, prévoit qu'un membre est considéré comme vétéran dès l'année où il atteint 60 ans. En cas d'acceptation de la proposition de la Section de Neuchâtel, le Comité central prévoit que les membres vétérans en civil, lors des prochaines J.S.S.O., ne pourront participer qu'aux concours de tir, fusil et pistolet.

Article 6. Propositions du Comité central.

a) Modification de l'article 33 des Statuts centraux, chiffres 1 et 2, qui recevront la nouvelle rédaction suivante:

1. *Cotisation entière.* Pour tous les membres de la catégorie A.
2. *Cotisation réduite.* Pour tous les membres de la catégorie B.

Cette proposition donne suite à la demande du président du Groupement cantonal soleurois à l'Assemblée des délégués de 1934, concernant la suppression du paiement d'un complément de cotisation pour les membres de la catégorie B prenant part à un ou des concours annuels.

Le Comité central propose, pour compenser la perte subie de ce fait par la Caisse centrale, d'augmenter de 10 cts. la cotisation de tous les membres de la catégorie B. Cette décision aurait effet rétroactif au 1^{er} janvier 1935 et les Sections devraient s'acquitter de ce supplément de cotisation jusqu'au 30 juin 1935. Il est entendu, que les compléments de cotisation de fr. —.40, déjà versés par les Sections, du 1^{er} janvier au 18 mai 1935, pour les membres de la catégorie B ayant participé à un concours, sera déduite.

Motifs: Le système actuel ne donne pas satisfaction. Il complique énormément et inutilement le travail des Sections et du Caissier central. Il oblige ce dernier à une volumineuse correspondance, à un pointage minutieux et très long. Nous estimons que lorsque le travail administratif peut être simplifié, sans nuire à la bonne marche de notre Association, il est utile de le faire.

b) Le Comité central demande que l'Assemblée des délégués l'autorise, s'il le juge utile, de généraliser à fin 1935, l'introduction des nouveaux formulaires par lesquels l'état nominatif des Sections est annoncé aux Comités de Groupements et au Caissier central.

Motifs: Un essai a été fait cette année auprès des Groupements soleurois et fribourgeois et des Sections de Schaffhouse et Genève. Les résultats de cet essai ne sont pas encore suffisamment connus du Comité central pour qu'il puisse actuellement faire une proposition ferme à l'Assemblée des délégués.

c) Approbation du règlement pour les Concours de skis, appliqué lors des Concours de l'A.S.S.O. des 12 et 13 janvier 1935 à Glaris.

Motifs: Ce règlement n'a pas pu être soumis en temps voulu à l'Assemblée des délégués du fait que le Département Mili-

gung der Veteranen als nötig, die durch ihre lange Aktivmitgliedschaft dazu beigetragen haben, ihre Verbände zum Blühen und Gedeihen zu bringen.

Die Ehrung, die wir anlässlich der SUT unsern Alten verschaffen, hat einen zu beschränkten, augenblicklichen Charakter.

Es ist gerechtfertigt, unsern alten Kameraden gewisse Erleichterungen zu verschaffen, deren sie sich, wie wir hoffen, nur im wirklichen Notfall bedienen werden. Ein besonderes Abzeichen aber kennzeichnet ihren Geist und ihre Treue bei jeder Gelegenheit und als nachahmenswertes Beispiel für die Jungen.

Der Zentralvorstand unterstützt den Antrag der Sektion Neuenburg. Zirkular Nr. 4 vom November 1934, durch welches die Meinungsäußerungen der Sektionen zu diesem Punkt erbeten wurden, hat nur durch 14 von über 100 Sektionen Beantwortung gefunden. Aus dieser Tatsache schließen wir, daß die Schaffung einer besondern Veteranenklasse noch verfrüht ist und daß es vorzuziehen ist, die Ergebnisse der Versuche an den nächsten SUT abzuwarten. Das Technische Komitee teilt diesen Standpunkt. Art. 10 der Zentralstatuten, auf den sich Neuenburg bezieht, sieht vor, daß ein Mitglied als Veteran erst in dem Jahr in Betracht gezogen werden kann, in welchem es das 60. Altersjahr zurücklegt. Im Fall der Annahme des Vorschlages der Sektion Neuenburg sieht der Zentralvorstand vor, daß die Veteranen in Zivil anlässlich der nächsten SUT sich nur beteiligen können an den Wettkämpfen im Schießen für Gewehr und Pistole.

6. Anträge des Zentralvorstandes.

a) Aenderung von Art. 33 der Zentralstatuten, Ziff. 1 und 2, welche folgende neue Fassung erhalten sollen:

1. *ganzer Beitrag* für alle Mitglieder der Kategorie A,
2. *reduzierter Beitrag* für alle Mitglieder der Kategorie B.

Dieser Antrag trägt dem Vorschlag des Präsidenten des Soloth. Kantonalverbandes anlässlich der Delegiertenversammlung 1934 Rechnung betreffend Aufhebung der Beitragsnachzahlung für diejenigen Mitglieder der Kategorie B, die sich an einem oder mehreren jährlichen Wettkämpfen beteiligen.

Der Zentralvorstand beantragt, zur Ausgleichung des aus dieser Aenderung sich ergebenden Verlustes für die Zentralkasse für alle Mitglieder der Kat. B den Beitrag um 10 Rp. zu erhöhen. Dieser Beschluß hätte rückwirkende Kraft auf 1. Januar 1935 und die Sektionen hätten ihre Nachzahlungen bis 30. Juni 1935 zu leisten. Es ist selbstverständlich, daß die Nachzahlungen von 40 Rp. für diejenigen Mitglieder der Kat. B, die vom 1. Januar bis zum 18. Mai bereits an einem Wettkampf teilgenommen haben, zurückerstattet werden.

Begründung: Das gegenwärtige System befriedigt nicht. Es kompliziert stark und unnötig die Arbeit der Sektionen und des Zentralkassiers. Es verpflichtet den letztern zu umfangreichen Punktierungen. Wir sind der Ansicht, daß es von Nutzen ist, administrative Arbeiten zu vereinfachen, sofern dies das Fortschreiten des Verbandes nicht hindert.

b) Der Zentralvorstand ersucht die Delegiertenversammlung um Vollmacht, sofern er es als nötig erachtet, auf Ende 1935 neue Formulare einzuführen, durch welche die Sektionen ihre Bestände den Unterverbänden und dem Zentralkassier melden.

Begründung: Ein bezüglicher Versuch ist dieses Jahr beim Solothurnischen und beim Freiburgerischen Kantonalverband sowie bei den Sektionen Schaffhausen und Genf gemacht worden. Die Ergebnisse dieses Versuches sind noch zu wenig bekannt, als daß wir der Delegiertenversammlung bereits einen definitiven Antrag unterbreiten könnten.

c) Genehmigung des Skireglementes, das für die Wettkämpfe des SUOV vom 12./13. Januar 1935 in Glarus in Kraft gesetzt worden ist.

Begründung: Dieses Reglement hat der Delegiertenversammlung nicht innert nützlicher Frist unterbreitet werden können, weil das Eidg. Militärdepartement dasselbe erst Ende

taire Fédéral ne l'a accepté qu'à fin 1934. Il est statutaire de le faire approuver par l'Assemblée des délégués de cette année.

Article 11. Election d'un membre au Comité central.

L'adj. sof. Hans Hodel, de Berne, a dû donner sa démission pour cause de maladie. Le Comité central en a pris acte avec regret et exprime à ce camarade sa reconnaissance pour le dévouement dont il a fait preuve et le travail accompli. Il lui souhaite un prompt et complet rétablissement.

Le Groupement cantonal bernois propose le sergent Joseph Marty, de Berne, pour remplacer l'adj. sof. Hodel.

Le Comité central.

des Jahres 1934 genehmigt hat. Statutengemäß soll es durch die Delegiertenversammlung dieses Jahres genehmigt werden.

11. Wahl eines Mitgliedes des Zentralvorstandes.

Adj.-Uof. Hans Hodel in Bern hat aus Gesundheitsrücksichten seine Demission eingereicht. Der Zentralvorstand hat hiervon mit Bedauern Kenntnis genommen und drückt diesem Kameraden seine Anerkennung für seine Hingabe und seine Arbeitsleistung aus. Er wünscht ihm baldige vollständige Wiederherstellung seiner Gesundheit.

Der bernische Kantonalverband schlägt als Nachfolger Wachtm. Joseph Marty in Bern vor.

Der Zentralvorstand.

Bericht über die Sitzung des Kampfgerichtes für Felddienstübungen

vom 17. März 1935 in Solothurn

In den nachfolgenden Ausführungen gibt das Kampfgericht den Sektionen, die sich an der Disziplin Felddienstübungen beteiligen, Aufschluß über eine Reihe von Feststellungen, die von allgemeinem Interesse sind.

Vorweg sei erwähnt, daß die Sektionen mehrheitlich den Sinn unserer Felddienstübungen erfaßt haben und viele unter ihnen recht erfreuliche Leistungen aufweisen. Auch bei ein und derselben Sektion sind Fortschritte in den Leistungen von Uebung zu Uebung zu verzeichnen, ein Beweis, daß gezogene Lehren unmittelbar verwertet werden.

Aus dem Zeitraum 1933/34 liegen 69 Berichte vor, von denen 63 beurteilt sind. Das Kampfgericht hält nachstehend einige Punkte fest, die den Sektionen bekanntgegeben werden müssen, weil sie geeignet sind, die weitere Arbeit zu verbessern.

1. Die zurückgelegten Wegstrecken sind auf Karten 1 : 100,000 einzutragen. RFD, Art. 13, 3. Alinea spricht nur davon, daß « die zurückgelegten Wegstrecken auf einem Kartenausschnitt einzuzeichnen » sind. Die nun vorstehend gewünschte Karte 1 : 100,000 soll zudem so umfangreich sein, daß darauf auch die Räume ersichtlich sind, wie sie in der betreffenden Uebungsanlage erwähnt werden (Feind — eigene Truppen). Diese Karte soll nun nicht in den Bericht eingeleitet, sondern diesem beigelegt werden, etwa auch in einem besondern Umschlag. Die Kampfrichter wünschen dies, weil sie bei der Verfolgung einer Uebung aus einem engen Kartenausschnitt zu wenig herauslesen können und dann weiteres Kartenmaterial beziehen müssen. Selbstredend können für spezielle Zwecke neben der verlangten Karte auch Kartenausschnitte kleinern oder größeren Maßstabes verwendet werden. Die auf den Karten eingezeichneten Marschzeiten sollen mit dem Formular 3 « Ausweis der Zeiten » übereinstimmen.

2. Wenn gemäß RFD, Art. 11, « die Durchführung von Felddienstübungen gemeinsam mit andern Sektionen oder andern militärischen Verbänden » empfohlen wird, so ist bei einer solchen Veranstaltung sehr darauf Bedacht zu nehmen, daß dabei die intensive Beanspruchung der einzelnen Teilnehmer der eigenen Sektion nicht geschmälert wird.

Die Beurteilung findet keine bessere Note, wenn ein großer Aufmarsch stattfand, bei dem aber der einzelne in der Masse verschwand!

3. Bei Vorposten- und Verteidigungsübungen sollen von den Teilnehmern immer Krokis mit Feuerplänen, Verbindungen usw. angefertigt und dem Bericht beigelegt werden. Eine Berichterstattung einzig des Uebungsleiters ist ungenügend. (Siehe E.R. 1930, Art. 307—314.)
4. Skiübungen nach RFD, Art. 14, 6. Alinea, sind nur dann bewertbar, wenn sie den beteiligten Unteroffizieren genügend Ausbildungsgelegenheiten bieten. Solche Uebungen werden demnach nach ihrem *militärischen* und nicht dem sportlichen Ausbildungswert beurteilt.
5. Die Uebungen sollen immer in ein Gelände verlegt werden, in dem die gesteckten Ziele auch wirklich erreicht werden können. Unter den Berichten finden sich einige, worin bemerkt wird, daß diese und jene Uebung nicht zur Durchführung gelangen konnte, weil das Gelände dazu ungeeignet war.

Da und dort fehlt in den Berichten auch die Angabe des *Zieles* der vorgenommenen Uebung, so etwa: Ich will das Verhalten der Leute im Begegnungsgefecht sehen, oder wie sie die Stärke und Standorte eines Gegners nach erfolgtem Zusammentreffen feststellen u. dgl.

Gelegentlich wird auf Berichte gestoßen, wo sich die Uebungsleiter und ihre Gehilfenoffiziere ausgedehnt äußern, daneben die Meldungen der beteiligten Unteroffiziere aber in spärlicher Zahl beiliegen und zudem noch von einigen wenigen « Meldeschreib- und Krokierspezialisten » abgefaßt sind. « Zivile » Meldeformulare müssen aus den Berichten verschwinden. Offizielle Meldeformulare können beim Zentralsekretariat angebeht werden.

6. Die Meldungen und Krokis der Unteroffiziere verraten da und dort zu starkes Ungenügen. In dieser Hinsicht sei auf die « Wegleitung für Uebungsleiter zur Durchführung von Felddienstübungen », Seiten 4 und 5, verwiesen, wo gesagt wird, daß Vorübungen den Erfolg einer Felddienstübung wesentlich und vorteilhaft beeinflussen. Ohne diese Vorarbeiten in Uebungen und kurzfristigen Kursen fällt der Erfolg zweifelhaft aus.

Das Kampfgericht wird demnächst die kurze Anleitung « Merkblatt für Marschwettübungen » in neuer veränderter Auflage herausgeben, so daß den Uebungsteilnehmern in bezug auf das Abfassen von Meldungen eine willkommene Hilfe geboten wird.

7. Da und dort wird die sorgfältige Zusammenstellung der Berichte vermißt. Zweckmäßiger als eine Sammlung loser Blätter ist das Einbinden derselben. Auch ganz einfache Ordnermappen genügen hierzu. So können die Berichte besser aufbewahrt werden, was den Sektionen nur angenehm sein muß. Auf Wunsch werden Musterberichte leihweise abgegeben.
8. Sektionen, die Felddienstübungen durchgeführt haben, erhalten jeweilen 2—3 Monate nach der Uebung einen Beurteilungsbericht. Dieser bezweckt, Sektionen und Uebungsleiter auf begangene Fehler aufmerksam zu machen, um diese auszumerzen. Die Beurteilungen sollen in diesem Sinne verstanden werden. Auf die Beurteilung am Schlusse der Wettkampfperiode (Gesamtbeurteilung) haben diese Berichte keinen Bezug. Sie sind sorgfältig aufzubewahren, um dann nach Schluß der Wettkampfperiode den Berichten beigelegt zu werden, da das Kampfgericht diesen keine Bemerkungen beigt.

Den Uebungsleitern wird eine Abschrift des Beurteilungsblattes direkt zugestellt.

9. Es ist zu hoffen und wünschenswert, daß sich zu den 70 Prozenten der Sektionen, die heute die Felddienstübungen betreiben, die andern 30 beigesellen. Heute besteht noch keine Verspätung; es kann immer noch in den Wettbewerb eingetreten werden. Die Felddienstübungen sind der breite Rahmen, in dem es dem hintersten Mitglied einer Sektion ermöglicht wird, außerdienstlich sein Wissen und Können zu mehren. Das ist vornehme Unteroffizierspflicht, die gerade in der heutigen Zeit, wo militärische Ertüchtigung mehr denn je zur zwingenden Notwendigkeit wird, einfach nicht umgangen werden darf.

Für das Kampfgericht,

Der Vizepräsident: Der Präsident: Der Sekretär:
Hptm. Eberhard. Major Mügeli. Wm. Studer.